



## ROCA MULTISTRATEGIES



ISIN : FR0007012943 (A) - FR0013049483 (B) - FR0013353000 (I)

Rapport Annuel

**Clôture au 31 décembre 2021**



## Informations concernant le Fonds

### SOCIETE DE GESTION

**MEESCHAERT ASSET MANAGEMENT, SAS**, Société de gestion de portefeuille, agréée par l'AMF (n° GP- 040-00025)- Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine 75015 Paris

### DEPOSITAIRE

#### CACEIS BANK

1-3, Place Valhubert – 75013 Paris

### COMMISSAIRE AUX COMPTES

**PricewaterhouseCoopers Audit**, représenté par Amaury Couplez  
63, rue de Villiers – 92 200 Neuilly-sur-Seine

### COMMERCIALISATEUR

**MEESCHAERT ASSET MANAGEMENT, SAS**, Société de gestion de portefeuille, agréée par l'AMF (n° GP- 040-00025)- Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine 75015 Paris

### REGIME JURIDIQUE

FIA soumis à la Directive 2011-61/UE

### FORME JURIDIQUE

Fonds commun de placement de droit français

### DATE DE CREATION

04 septembre 1997

### CODE ISIN

FR0007012943 (A) / FR0013049483 (B) / FR0013353000 (I)

### OBJECTIF DE GESTION

Le Fonds est un fonds de fonds qui recherche une gestion dynamique des actifs tout en offrant aux investisseurs une sélection d'OPC de droit français et/ ou européen permettant d'optimiser la valorisation des capitaux investis sur le moyen terme sur une durée de placement recommandée supérieure à 3 ans.

### INDICATEUR DE REFERENCE

Aucun indicateur financier n'a vocation à être utilisé pour l'appréciation de la performance du Fonds, les indicateurs disponibles n'étant pas représentatifs du mode de gestion de ce dernier.

### SOUSCRIPTEURS CONCERNES ET PROFIL DE L'INVESTISSEUR

Tous souscripteurs - Ce fonds s'adresse à un investisseur, personne physique ou personne morale, qui souhaite bénéficier d'une gestion dynamique à travers une sélection d'OPCVM de droit français et/ou européen sur une durée de placement recommandée supérieure à trois ans.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ce Fonds dépend de la situation personnelle du porteur. Pour le déterminer, il est recommandé au porteur de s'enquérir des conseils d'un professionnel afin de diversifier ses placements et de déterminer la proportion du portefeuille financier ou de son patrimoine à investir dans ce Fonds au regard plus spécifiquement de la durée de placement recommandée et de l'exposition aux risques précitée, de son patrimoine personnel, de ses besoins et de ses objectifs propres.

### DUREE DE PLACEMENT RECOMMANDEE

Supérieure à 3 ans



## REGIME FISCAL

Le FCP n'est pas assujéti à l'impôt sur les sociétés ; les plus ou moins-values sont imposables entre les mains de ses porteurs de parts. Le régime fiscal applicable aux plus ou moins-values latentes ou réalisées par le FCP dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière de l'investisseur et/ou de la juridiction d'investissement de le FCP. Si l'investisseur n'est pas sûr de sa situation fiscale, il doit s'adresser à un conseiller, un professionnel.

## CARACTERISTIQUES DES PARTS

Code ISIN	Date de création	Souscripteurs concernés	Affectation des sommes distribuables	Devise de libellé	Minimum de souscription initiale
FR0007012943 (A)	04/09/1997	Tous souscripteurs	Capitalisation	Euro	1 part
FR0013049483 (B)	19/11/2015	Tous souscripteurs	Capitalisation	Euro	1 part
FR0013353000 (I)	20/07/2018	Tous souscripteurs, principalement les institutionnels et autres investisseurs définis en (1)	Capitalisation	Euro	1 part

(1) La souscription de cette part est principalement réservée aux (i) investisseurs institutionnels (personne morale investissant tout ou partie de son actif en valeur mobilière de placement) ; (ii) investisseurs souscrivant via un intermédiaire fournissant le service de conseil en investissement de manière indépendante conformément à la Directive MIF 2 ; (iii) investisseurs souscrivant via un intermédiaire financier sur la base d'un accord d'honoraires conclu entre l'investisseur et l'intermédiaire, mentionnant que l'intermédiaire est rémunéré exclusivement par l'investisseur ; (iv) investisseurs soumis à des législations nationales interdisant toutes rétrocessions aux distributeurs (par exemple Grande-Bretagne et Pays-Bas) (v) sociétés fournissant le service de gestion de portefeuille pour le compte de tiers conformément à la Directive MIF 2.

## PROFIL DE RISQUE :

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Le porteur de part ne bénéficie d'aucune garantie de restitution du capital investi. Le FCP sera ainsi soumis aux risques suivants :

### RISQUE DE PERTE EN CAPITAL

La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat. Le porteur de part est averti que son capital initialement investi peut ne pas lui être restitué. Le FIVG ne bénéficie d'aucune garantie ou protection en capital.

### RISQUE LIE A LA GESTION DISCRETIONNAIRE ET A L'ALLOCATION D'ACTIFS

Le style de gestion discrétionnaire appliqué au Fonds repose sur l'anticipation de l'évolution des marchés et de l'allocation d'actifs faite par le gérant. Il existe un risque que le gérant ne sélectionne pas les OPC les plus performants et que l'allocation faite entre les différents marchés ne soit pas optimale. La performance du Fonds peut donc être inférieure à l'objectif de gestion et sa valeur liquidative peut avoir une performance négative.

### RISQUE LIE AUX MARCHES ACTIONS

Le risque de marché est le risque d'une baisse générale du cours des actions. L'investissement dans les petites et moyennes capitalisations peut entraîner une baisse de la valeur du fonds plus importante et plus rapide.



### **RISQUE LIE AUX MARCHES DES ACTIONS**

Le risque de marché est le risque d'une baisse générale du cours des actions. L'investissement dans les petites et moyennes capitalisations peut entraîner une baisse de la valeur du fonds plus importante et plus rapide. La part maximum de l'actif net exposée au risque des marchés actions peut représenter jusqu'à 120 % de l'actif net.

### **RISQUE DE TAUX**

En raison de sa composition, le FIVG est soumis à un risque de taux. En effet, une partie du portefeuille peut être investi en produits de taux d'intérêt. La valeur des titres peut diminuer après une évolution défavorable du taux d'intérêt. En général, les prix des titres de créance augmentent lorsque les taux d'intérêt baissent, et baissent lorsque les taux d'intérêts augmentent. La part maximum de l'actif net exposée au risque de taux peut représenter jusqu'à 50 % de l'actif net.

### **RISQUE DE CONTREPARTIE**

Ce risque résulte de l'utilisation des instruments de gré à gré, il s'agit du risque de défaillance d'une contrepartie la conduisant à un défaut de paiement. Ainsi le défaut de paiement d'une contrepartie pourra entraîner une baisse de la valeur liquidative.

### **RISQUE LIE AUX MARCHES EMERGENTS**

Les risques de marché et de crédit sont amplifiés par des investissements dans les pays émergents où les mouvements de marché à la baisse peuvent être plus forts et plus rapide que sur les grandes places internationales. L'exposition aux marchés émergents sera limitée à 20% de l'actif net.

### **RISQUE LIE A L'IMPACT DES TECHNIQUES TELLES QUE LES PRODUITS DERIVES**

L'utilisation des produits dérivés peut entraîner à la baisse sur de courtes périodes des variations sensibles de la valeur liquidative en cas d'exposition dans un sens contraire à l'évolution des marchés.

### **RISQUE LIE A L'INVESTISSEMENT DANS CERTAINS OPC OU FONDS D'INVESTISSEMENTS (à titre accessoire)**

Le FIVG peut investir dans certains OPC pour lesquels il existe un risque lié à la gestion alternative (c'est-à-dire une gestion décorrélée de tout indice ou marché). Le FIVG s'expose à un risque de liquidité en investissant dans ce type d'OPC ou fonds d'investissement.

### **RISQUE DE CHANGE**

Le risque de change représente le risque de baisse des devises d'investissement par rapport à la devise de référence du portefeuille, l'euro. En cas de baisse d'une devise par rapport à l'euro, la valeur liquidative pourra alors baisser sensiblement.

### **RISQUE LIES AUX MATIERES PREMIERES (à titre accessoire)**

Les composants matières premières pourront avoir une évolution significativement différente des marchés de valeurs mobilières traditionnelles (actions, obligations). Les facteurs climatiques et géopolitiques peuvent également altérer les niveaux d'offre et de demande du produit sous-jacent considéré, autrement dit modifier la rareté attendue de ce dernier sur le marché. Cependant les composants appartenant au même marché de matières premières parmi les trois principaux représentés, à savoir l'énergie, les métaux ou les produits agricoles, pourront en revanche avoir entre eux des évolutions plus fortement corrélées.



## **RISQUE EN MATIERE DE DURABILITE**

Il s'agit de tout événement ou toute situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir un impact négatif réel ou potentiel sur la valeur de l'investissement. La survenance d'un tel événement ou d'une telle situation peut également conduire à une modification de la stratégie d'investissement du FCP, y compris l'exclusion des titres de certains émetteurs. Plus précisément, les effets négatifs des risques de durabilité peuvent affecter les émetteurs via une série de mécanismes, notamment : 1) une baisse des revenus; 2) des coûts plus élevés; 3) des dommages ou une dépréciation de la valeur des actifs; 4) coût du capital plus élevé ; et 5) amendes ou risques réglementaires. En raison de la nature des risques de durabilité et de sujets spécifiques tels que le changement climatique, la probabilité que les risques de durabilité aient un impact sur les rendements des produits financiers est susceptible d'augmenter à plus long terme

Pour plus de détails, le prospectus complet est disponible sur simple demande auprès de la société de gestion. Les porteurs de parts peuvent obtenir, sur simple demande, toutes informations concernant le Fonds auprès de la société de gestion. À ce titre, la valeur liquidative est disponible auprès de la société de gestion aux horaires d'ouverture.

Le prospectus complet du Fonds et les derniers documents périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite adressée par le porteur auprès de MEESCHAERT ASSET MANAGEMENT  
Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine 75015 Paris.



# Rapport de gestion

## 1. ORIENTATIONS DES PLACEMENTS

La politique de gestion s'articule autour de 3 étapes :

- un investissement minimum du fonds à 50% de l'actif net en actions et titres assimilés directement ou indirectement via des OPC actions,
- une allocation tactique de l'équipe de gestion en vue d'augmenter ou de diminuer l'exposition aux marchés actions par rapport aux marchés d'autres classes d'actifs en fonction des anticipations et des opportunités offertes sur le marché,
- une combinaison entre les différents styles de gestion actions (indicielle/active, value/growth/small, cap/sectorielle...).

L'allocation d'actifs du portefeuille et la sélection des supports d'investissements sont entièrement discrétionnaires et sont fonction des anticipations de l'équipe de gestion.

Le Fonds peut être exposé aux pays émergents jusqu'à 20 % de l'actif net.

Le process de sélection des OPCVM repose sur les étapes suivantes :

- d'une part, d'une analyse quantitative des OPCVM ou des FIA par rapport à leur indice et/ou à leur univers concurrentiel en trois étapes :
  - segmentation de l'univers (taille de capitalisation et style de gestion),
  - filtrage multi-critères (ratios de performances/risques absolus et relatifs sur court et moyen/long terme),
  - et comportement des OPCVM ou des FIA dans des configurations précises de marché (exemple : marché haussier, marché baissier) ;
- et d'autre part, d'une analyse qualitative, à l'occasion d'entretiens avant tout investissement dans un fonds : cette étape déterminante a pour but de comprendre le style de gestion (méthodologie de sélection des titres, discipline d'achat et de vente, construction du portefeuille).

La sélection des fonds est effectuée en « architecture ouverte ». Elle consiste à sélectionner des fonds ou gérants de l'ensemble des sociétés de gestion pour les assembler au sein d'un même placement.

Le Fonds pourra avoir recours aux « trackers », supports indiciels cotés en vue d'augmenter l'exposition aux marchés actions ou de diversifier l'exposition à d'autres classes d'actifs, et ce de manière indirecte (matières premières ou immobiliers) dans la limite de 10% de l'actif net.

### Pondération des Actifs

Pondération des actifs	Minimum	Maximum
<b>Marché actions</b> (via des OPC, des IFT ou des titres intégrant des dérivés)	<b>0%</b>	<b>120%</b>
<b>Dont petites et moyennes capitalisations</b>	0%	30%
<b>Marché des Taux</b>	<b>0%</b>	<b>50%</b>
<b>Marché des matières premières (via des OPC)</b>	<b>0%</b>	<b>10%</b>
<b>Marché des pays émergents</b>	<b>0%</b>	<b>20%</b>



## 2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

### A. Environnement économique et boursier sur l'exercice

- **Janvier 2021 :**

Alors que l'épidémie de la Covid-19 en ce début d'année ne faiblissait pas, des restrictions sanitaires et des campagnes de vaccinations se sont mises en place, parfois de façon désordonnée mais en offrant toutefois une perspective de sortie de crise à moyen terme. Le mois a surtout été marqué par les événements politiques aux Etats-Unis. Outre l'intrusion temporaire de manifestants pro-Trump au Capitole, Joe Biden est devenu le 47e président des Etats-Unis et a acquis une courte mais importante majorité au Sénat après les élections de Géorgie. Les réunions des Banques centrales n'ont pas donné lieu à de nouvelles mesures, réaffirmant le soutien à l'économie par le maintien de conditions de financement favorables. La fin du mois a rappelé l'importance croissante des investisseurs particuliers sur les marchés grâce aux réseaux sociaux. Leurs interventions coordonnées sur certaines petites capitalisations ont entraîné de forts mouvements de cours, des pertes chez certains hedge funds et des désinvestissements forcés qui ont impacté les marchés. Sur le mois, les indices actions MSCI World ACWI en euro et Euro Stoxx 50 dividendes réinvestis ont terminé en ordre dispersés, respectivement de +0,25% et -1,88%.

- **Février 2021 :**

La situation sanitaire mondiale a affiché une nette amélioration depuis le début de l'année avec un allègement graduel des mesures de restriction, à l'exception d'une Europe restée sous tension. En parallèle, les indicateurs avancés PMI de l'économie mondiale et les enquêtes de conjoncture ont confirmé une amélioration des perspectives qui s'est traduite par un rebond des valeurs cycliques et une remontée significative des taux longs américains. Aux Etats-Unis, le plan de relance devrait être voté très prochainement et la hausse du salaire minimum a été ajournée. Les derniers discours émanant de la FED ont indiqué que celle-ci s'accommodait pour l'instant de la remontée des taux longs et de l'inflation. La Banque centrale américaine pourrait donc maintenir sa politique monétaire actuelle, d'autant plus que ses objectifs d'inflation et d'emploi sont encore loin d'être atteints. En parallèle, la Zone Euro a bénéficié de son orientation plus cyclique et de la nomination de Mario Draghi à la tête d'un nouveau gouvernement d'union nationale qui a rassuré les investisseurs. Sur le mois, les indices actions MSCI World ACWI en euro et Euro Stoxx 50 dividendes réinvestis ont progressé, respectivement de 2,41% et 4,54%, malgré des tensions observées en fin de mois du fait de l'intensité de la remontée des taux.

- **Mars 2021 :**

Après l'adoption d'un plan de 1 900 milliards de dollars qui comprenait principalement des mesures de nature sociale aux Etats-Unis, Joe Biden va présenter au Congrès un nouveau plan de 2 250 milliards sur 10 ans, axé cette fois sur les infrastructures et les enjeux de la transition climatique. Au total, ces deux plans pourraient dépasser 4 trillions de dollars et seraient partiellement financés par une hausse des impôts sur les entreprises et les revenus des ménages aisés. En parallèle, malgré une situation sanitaire toujours préoccupante dans certaines régions du monde, les institutions internationales ont continué de revoir à la hausse leurs prévisions de croissance économique, encouragées par les campagnes vaccinales ainsi que par les publications favorables des enquêtes de conjonctures et de l'emploi. En Europe, la BCE a annoncé l'accélération de son programme d'achat d'actifs, jugeant indésirable une remontée des taux qui pourrait dégrader les conditions de financement et donc la reprise économique. Malheureusement, en parallèle, la mise en place du plan de relance européen de 750 milliards d'euros a été retardée dans l'attente du jugement de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. Sur le mois, l'indice des actions mondiales MSCI World ACWI en euro avec dividendes réinvestis a progressé de 6,03% alors que les obligations d'Etat ont souffert en raison de la hausse des taux à long terme.



- **Avril 2021 :**

Au cours du mois, les indicateurs économiques et de confiance ont été bien orientés dans les économies développées. Par ailleurs, les résultats des entreprises au premier trimestre ont renforcé le scénario d'une reprise économique solide, malgré des tensions sanitaires persistantes dans certaines régions du monde. Aux Etats-Unis, les derniers chiffres publiés ont confirmé l'accélération de l'inflation, dans le sillage des prix de l'énergie et des matières premières. La Fed a cependant maintenu sa politique monétaire inchangée, considérant que le pic d'inflation serait temporaire et que sa priorité restait une amélioration substantielle sur le front de l'emploi. Par ailleurs, les Etats-Unis ont réaffirmé leur ambition dans la lutte contre le réchauffement climatique. Trois mois après leur retour au sein de l'Accord de Paris, le président Joe Biden a réuni un sommet virtuel qui a permis aux dirigeants des principales puissances économiques de définir de nouveaux engagements. Afin de financer son programme d'investissement dans la transition énergétique et les infrastructures, Joe Biden a présenté un plan sur la fiscalité des ménages et des entreprises avec l'ambition d'aboutir à une réforme de la fiscalité internationale, visant tout particulièrement les multinationales. Sur le mois, l'indice des actions mondiales MSCI World ACWI en euro et l'Euro Stoxx 50 avec dividendes réinvestis ont progressé respectivement de 1,90% et 1,82%.

- **Mai 2021 :**

Par leurs politiques monétaires accommodantes, les principales Banques centrales ont poursuivi leur soutien majeur à la reprise économique mondiale en cours. L'activité récente dans les services et la consommation des ménages a d'ailleurs confirmé le rebond des économies développées, en particulier dans les pays les plus avancés sur le plan sanitaire. Cependant, si la situation sanitaire mondiale s'améliore graduellement, favorisée par l'accélération des campagnes vaccinales, certaines inquiétudes apparaissent localement et pourraient retarder la réouverture des économies. Aux Etats-Unis, malgré la recherche d'un consensus bipartisan, les divergences ont semblé importantes entre républicains et démocrates concernant le contenu du futur programme d'infrastructure. Par ailleurs, le financement de ce projet constitue un des enjeux majeurs des négociations. Les marchés actions mondiaux ont marqué une pause depuis la mi-avril, principalement à cause des craintes des investisseurs sur l'inflation aux Etats-Unis. En effet, une inflation supérieure à ce qu'anticipent les Banques centrales au-delà des prochains mois pourrait infléchir la politique monétaire et entraîner une hausse des taux d'intérêt négative pour la reprise. Sur le mois, l'indice des actions mondiales MSCI World ACWI en euro avec dividendes réinvestis a stagné à -0,01%, alors que l'Euro Stoxx 50 a progressé de 2,30%.

- **Juin 2021 :**

Aux Etats-Unis, les indicateurs avancés de l'économie ont semblé confirmer que le pic d'activité avait été franchi. Néanmoins, les statistiques sur l'activité et l'emploi se sont montrées robustes et nous anticipons la poursuite d'une croissance soutenue. En Europe, la tendance est encore à l'accélération, avec la réouverture des économies et le renforcement de la campagne de vaccination. Cependant, les conditions sanitaires pourraient modifier la donne avec la progression des cas liés au variant Delta, confortant l'efficacité des vaccins face à l'apparition de cas graves. Un des points clés du mois de juin aura été la réunion de la FED et son changement de ton. La Banque Centrale américaine a en effet surpris le marché en modifiant ses anticipations de hausse des taux directeurs, estimant une remontée possible dès 2023 pour faire face à une inflation plus importante et persistante qu'anticipée. Ce revirement a entraîné un aplatissement de la courbe des taux aux Etats-Unis, ce qui a permis aux actions américaines de monter, malgré l'indication d'une politique monétaire à venir plus restrictive. Au niveau mondial, un accord a été trouvé sur une taxation minimale des bénéfices des entreprises avec un taux de 15% comme le souhaitait le G7. Si de nombreux points restent à clarifier, cet accord devrait constituer une étape



historique dans la lutte contre l'optimisation fiscale et les paradis fiscaux. Sur le mois, les indices Euro Stoxx 50 et MSCI World ACWI en euro avec dividendes réinvestis ont progressé respectivement de 0,68% et 4,46%.

- **Juillet 2021 :**

Dans les dernières semaines, nous avons observé une croissance soutenue du PIB de part et d'autre de l'Atlantique, en raison de la reprise de la consommation des ménages dans un contexte de réouverture des économies. De plus, les bénéfices des entreprises des pays développés ont nettement dépassé les anticipations, avec notamment des résultats records aux Etats-Unis. En parallèle, les principales Banques Centrales ont maintenu leur discours accommodant, considérant que l'inflation sera transitoire et que de nombreux secteurs restent fragilisés par la crise malgré la dynamique économique. Outre la reprise des contaminations dans le monde, notamment dans les pays émergents qui présentent un faible taux de vaccination, la principale ombre au tableau est venue de la Chine. Le gouvernement de Xi Jinping a étendu son emprise sur les entreprises chinoises au travers d'une régulation renforcée sur le secteur de l'éducation afin d'éviter le « développement désordonné » de l'industrie alors que les autorités souhaitent favoriser la reprise de la natalité dans le pays. Ce secteur s'est ajouté à ceux de l'internet, de l'immobilier et de la santé qui font déjà l'objet d'une surveillance de l'état chinois. Sur le mois, les indices Eurostoxx 50 et MSCI World ACWI en euro avec dividendes réinvestis ont progressé respectivement de 0,72% et 0,70% mais l'indice des pays émergents a chuté de 6,81%.

- **Août 2021 :**

Aux Etats-Unis, après l'adoption du plan bipartisan d'infrastructures par le Sénat, le projet de loi sera voté par la Chambre des représentants après une entente sur la réconciliation budgétaire. Sur le front monétaire, Jerome Powell a tenu à Jackson Hole un discours constructif et attentiste face à une hausse de l'inflation toujours considérée comme temporaire. Le ralentissement du rythme des rachats d'actifs par la FED dépendra de l'amélioration des chiffres de l'emploi et les investisseurs ont été rassurés par l'absence de changement de politique monétaire pour l'instant. En Europe, sous l'effet de la réouverture des économies, les chiffres d'inflation ont accéléré même si le niveau récemment atteint est sans commune mesure avec la situation américaine. Les prochaines élections en Allemagne pourraient néanmoins déboucher sur une coalition centrée sur le SPD et les verts, ce qui favoriserait la poursuite à moyen terme d'une politique monétaire européenne expansionniste. En Chine, le gouvernement a poursuivi son action de régulation concernant de nombreux secteurs de l'économie, avec notamment l'annonce de mesures fortes concernant l'éducation privée au début du mois d'août qui ont pesé sur les bourses locales. Sur le mois, les indices Eurostoxx 50 et MSCI World ACWI en euro avec dividendes réinvestis ont progressé respectivement de 2,63% et 2,97%.

- **Septembre 2021 :**

Le mois de septembre a été difficile sur les marchés en raison des nombreuses inquiétudes qui ont gagné les investisseurs. En Chine, les perspectives de faillite du groupe immobilier Evergrande ont fait la une des médias financiers internationaux. Le gouvernement chinois a cependant semblé vouloir favoriser une restructuration qui évitera un choc majeur pour l'économie du pays. Aux Etats-Unis, un défaut pourrait intervenir en octobre en absence d'un relèvement du plafond de la dette. Par ailleurs, des voix dissonantes au Congrès rendent incertain le vote du plan sur les infrastructures. Par ailleurs, les cours de l'énergie se sont envolés en raison d'un déficit d'offre et d'une demande élevée, notamment de la part de la Chine qui a demandé à ses entreprises de faire des stocks avant l'hiver. Cette hausse a contribué à maintenir des niveaux d'inflation élevés mettant une pression sur les Banques Centrales des pays développés. La Fed a annoncé s'orienter désormais vers une réduction des achats de titres avant la fin de l'année alors que la présidente de la BCE a indiqué que la politique d'achats de titres et les perspectives sur les taux d'intérêt seront prochainement recalibrées.



- **Octobre 2021 :**

Aux Etats-Unis, le sénat a, comme prévu, voté une augmentation du plafond de la dette. En revanche, aucune majorité politique n'a encore été trouvée pour le projet de loi sur les infrastructures, ce qui conduira très probablement à une révision à la baisse du plan d'investissement et à l'abandon de certaines mesures phares. En parallèle, l'inflation américaine, toujours tirée par les prix de l'énergie, s'est encore inscrite à un niveau élevé et supérieur aux attentes, maintenant la pression sur la politique monétaire des banquiers centraux. Côté européen, la BCE a constaté le redressement de l'économie européenne et a réitéré sa conviction que l'inflation serait transitoire. Un maintien de conditions financières accommodantes reste donc probable, sans hausse des taux avant au moins la fin de l'année 2022. Le mois a été également marqué par le début de la COP26 qui peut entraîner quelques changements d'allocation sectorielle chez les investisseurs en raison des enjeux climatiques. Sur le mois, les indices Eurostoxx 50 et MSCI World ACWI en euro avec dividendes réinvestis ont nettement rebondi, respectivement de 5,15% et 5,26%, contre seulement 1,27% pour l'indice actions des pays émergents.

- **Novembre 2021 :**

Malgré les craintes sur la montée d'une nouvelle vague de Covid, l'activité économique est restée soutenue en novembre avec une inflation américaine au plus haut et des indicateurs PMI bien orientés, en particulier en Europe et aux Etats-Unis. Aux Etats-Unis, un accord a été trouvé sur le plan de relance lié aux infrastructures et pour prolonger le financement du gouvernement jusqu'au 18 février. En revanche, aucune décision n'a encore été prise sur le relèvement du plafond de la dette. Par ailleurs, suite à sa reconduction à la tête de la Fed, Jerome Powell a changé de tonalité. Le président de la Fed a en effet déclaré que le nouveau variant Omicron accentuait le risque inflationniste et qu'il pourrait favoriser une accélération du tapering. Plus tôt dans le mois, la COP 26 s'était achevée sur une note mitigée avec un renoncement partiel sur l'utilisation du charbon et des financements insuffisants à destination des pays les plus vulnérables. Sur le mois, les indices Eurostoxx 50 et MSCI Emerging Markets en euro avec dividendes réinvestis ont cédé respectivement 4,33% et 2,14%, alors que l'indice World ACWI en euro a gagné 0,34%.

- **Décembre 2021 :**

En Europe, l'actualité sanitaire a été marquée par une recrudescence des cas de Covid et le durcissement des restrictions gouvernementales qui ont pesé sur la confiance. En parallèle, la réunion de la BCE a confirmé sans surprise la fin du plan d'achat PEPP en mars 2022 et la volonté d'adopter une approche flexible et accommodante pour les prochains mois. Aux Etats-Unis, face aux craintes inflationnistes, le plan de relance souhaité par Joe Biden devra être revu suite à une absence de majorité au Congrès. En parallèle, la Fed a confirmé l'accélération de la réduction des rachats d'actifs, afin de lutter contre une inflation qui n'apparaît plus comme transitoire. Parmi les autres actualités internationales, les autorités chinoises ont décidé d'une inflexion de la politique monétaire locale avec l'annonce de la baisse du taux de prêt à 1 an par la People's Bank of China (PBOC) afin de réduire le coût de financement de l'économie réelle. Notons également les tensions persistantes qui ont opposé des pays de l'OTAN et la Russie à propos de l'Ukraine, avec pour conséquences une nette hausse des prix du gaz européen et, dans une moindre mesure du pétrole. Malgré ces nouvelles mitigées, les indices actions MSCI World ACWI, Eurostoxx 50 et MSCI Emerging Markets en euro avec dividendes réinvestis ont progressé en décembre de respectivement 2,94%, 5,81% et 1,21%.



## B. Politique de gestion

- **Janvier 2021 :**

Le fonds débute l'année en léger repli, pénalisé par le retour de la volatilité sur les marchés actions. Au cours du mois, le portefeuille a essentiellement bénéficié de son exposition au segment des petites et moyennes capitalisations européennes tandis que nos positions sur les actions internationales, les métaux précieux et la poche performance absolue ont contribué négativement à la performance. Au cours du mois, l'allocation du portefeuille est restée inchangée. Ainsi, nous achevons le mois avec une exposition actions de 22,9%.

- **Février 2021 :**

Le fonds reprend sa progression, malgré les tensions qui ont impacté les marchés internationaux durant la seconde moitié de février. Au cours du mois, le fonds a bénéficié de son exposition aux petites et moyennes capitalisations européennes ainsi qu'aux actions internationales à l'exception des actions chinoises qui achèvent le mois en repli. Le fonds a également bénéficié de la contribution positive de la poche performance absolue, en particulier du fait des bons résultats des fonds long/short equity. Au cours du mois, nous avons profité de la baisse du marché chinois pour initier une position au travers du fonds Allianz China A. Par ailleurs, dans un contexte de regain de volatilité sur les marchés, nous avons réduit certaines positions sensibles à la hausse des taux US, en particulier au sein de fonds obligataires et de dette émergente. Ainsi, nous achevons le mois avec une exposition actions de 21,5%.

- **Mars 2021 :**

Le fonds achève le mois en léger retrait, malgré la bonne tenue des marchés internationaux. Au cours du mois, le fonds a bénéficié de son exposition aux actions internationales et de petites et moyennes capitalisations, tandis que l'exposition à la Chine et les couvertures sur les marchés actions ont pesé sur la performance. Les perspectives de reprise économique, la hausse des taux longs et la mise en place d'une rotation sectorielle sur les actions nous ont amené à réduire le biais croissance en faveur de valeurs plus exposées au cycle économique. Ainsi, nous avons initié une position sur les valeurs minières internationales qui devraient bénéficier des plans de relance en infrastructures, et plus particulièrement, de la transition climatique. Par ailleurs, nous avons réduit notre exposition aux stratégies de performance absolue. Ainsi, nous achevons le mois avec une exposition actions de 32,4%.

- **Avril 2021 :**

Le fonds débute le trimestre en progression, dans le sillage de la bonne tenue des marchés internationaux. Au cours du mois, le fonds a bénéficié de son exposition aux actions, en particulier aux petites et moyennes capitalisations en Europe et aux sociétés minières impliquées dans la transition énergétique ainsi que de son exposition aux métaux précieux, tandis que les couvertures sur les marchés actions ont pesé sur la performance.

Au cours du mois, l'allocation du portefeuille est restée inchangée, reflétant l'équilibre souhaité après avoir renforcé l'exposition actions au cours des derniers mois. Ainsi, nous achevons le mois avec une exposition actions de 39%.

- **Mai 2021 :**

Le fonds poursuit sa progression en mai, malgré le regain de volatilité des marchés et une forte dispersion des performances au sein des indices internationaux. Au cours du mois, le fonds a bénéficié de son exposition aux actions, en particulier aux petites et moyennes capitalisations en Europe, au marché chinois et aux sociétés minières impliquées dans la transition énergétique. L'exposition du portefeuille aux métaux précieux a été un contributeur additionnel tandis que les couvertures sur les marchés actions ont pesé sur la performance. Au cours du mois, nous avons profité de la correction sur les marchés due à des craintes d'inflation et à l'inflexion possible



de la politique de la Fed, pour renforcer nos positions en actions, en privilégiant les valeurs value/cycliques, présentant un potentiel de rendement attrayant. Par ailleurs, au sein de la poche performance absolue, nous avons cédé notre position dans le fonds Pictet Agora au profit du fonds Candriam Absolute Return Equity Market Neutral. Ainsi, nous achevons le mois avec une exposition actions de 45,2%.

- **Juin 2021 :**

Le fonds achève le mois en retrait malgré la bonne tenue des indices internationaux. Au cours du mois, le fonds a bénéficié de son exposition aux valeurs de croissance et de son exposition à la Chine, tandis que les sociétés minières impliquées dans la transition énergétique et plus généralement les métaux précieux ont souffert du changement de discours de la FED, laissant craindre un resserrement monétaire plus rapide qu'anticipé. Au cours du mois, nous avons maintenu une allocation stable du portefeuille afin de ne pas subir la volatilité du marché qui s'exprime notamment au travers des facteurs "value" vs "growth". Suite au réinvestissement des derniers mois, nous considérons l'allocation actuelle du fonds comme équilibrée. Ainsi, nous achevons le mois avec une exposition actions stable de 44,6%.

- **Juillet 2021 :**

Le fonds affiche une performance stable sur le mois de juillet, dans un contexte tiraillé entre la bonne tenue des marchés développés et le repli marqué des actions émergentes. Au cours du mois, le fonds a bénéficié de son exposition aux valeurs de croissance des pays développés ainsi que du secteur minier international. La poche de diversification a également contribué positivement du fait de la bonne performance de notre sélection de fonds de performance absolue, tandis que notre exposition à la Chine ainsi que le repli sur les valeurs cycliques ont contribué négativement à la performance. Compte tenu de l'avancée du cycle de reprise économique, nous avons réduit notre exposition aux valeurs cycliques et augmenté la part des actions américaines qui étaient peu présentes en portefeuille. Ainsi, nous achevons le mois avec une exposition actions stable de 44,1%.

- **Août 2021 :**

Le fonds affiche une performance en hausse sur le mois d'août, dans un contexte favorable aux marchés développés. Au cours du mois, le fonds a bénéficié de son exposition aux valeurs de croissance des pays développés ainsi que du secteur bancaire aux Etats-Unis. La poche de diversification a également contribué positivement du fait de la bonne performance de notre sélection de fonds de performance absolue tandis que notre exposition à la Chine ainsi que le repli sur les sociétés minières et les métaux précieux ont contribué négativement à la performance. Compte tenu de l'avancée du cycle de reprise économique, nous avons réduit notre exposition aux valeurs cycliques et pris nos bénéfices sur le secteur bancaire américain et légèrement réduit notre exposition aux stratégies de performance absolue. Ainsi nous achevons le mois avec une exposition actions stable de 44,8%.

- **Septembre 2021 :**

Le fonds affiche une performance en baisse sur le mois de septembre, dans un contexte particulièrement défavorable aux marchés actions internationaux. Au cours du mois, le fonds a bénéficié de ses couvertures sur les petites capitalisations européennes ainsi que de la bonne tenue de la poche performance absolue tandis que les positions sur les actions internationales ont pénalisé le portefeuille dans leur ensemble. Au cours, du mois, l'allocation de la poche actions est restée sensiblement équivalente, toutefois, face à la pénurie persistante de semi-conducteurs affectant le secteur automobile et le développement des véhicules électriques amené à s'accroître à moyen terme, nous avons intégralement coupé notre exposition aux platinoïdes. Par ailleurs, nous avons profité des liquidités du portefeuille pour renforcer légèrement la poche performance absolue. Ainsi nous



achevons le mois avec une exposition actions stable de 44,5%. Parmi les bonnes performances mensuelles relatives, les fonds Amilton Solution et Candriam Absolute Return Market Neutral se sont particulièrement distingués au sein de leur catégorie Morningstar.

- **Octobre 2021 :**

Au cours du mois, nous avons continué à gérer la part totale en actions à un niveau plutôt élevé en raison de notre vision positive sur les marchés. En effet, nous avons considéré que la persistance d'une combinaison entre une reprise économique post Covid, une création de liquidités élevées et des taux d'intérêt très bas restait toujours favorable aux actifs risqués, malgré les tensions inflationnistes actuelles. En termes d'arbitrages, nous avons notamment racheté nos couvertures sur les futures Eurostoxx Small et restructuré la poche des fonds de performance absolue de façon à nous concentrer sur les fonds les moins corrélés aux actions et assurer ainsi une diversification utile. Le fonds Janus Henderson Global Equity Market Neutral Fund a été sorti dans ce cadre. En parallèle, le fonds est resté à l'écart des obligations en raison du manque d'attractivité de cette classe d'actifs à l'heure actuelle.

- **Novembre 2021 :**

En termes de gestion, nous n'avons pas effectué de modifications majeures sur le portefeuille. Nous avons cependant réajusté l'allocation géographique du portefeuille de façon à alléger les actions japonaises et le secteur des ressources de base au profit d'un renforcement des petites valeurs françaises (fonds Indépendance et Expansion) dont l'attrait nous paraît avoir augmenté par rapport aux grandes sociétés. Parmi les bonnes performances mensuelles relatives, le fonds Amundi ETF Nasdaq 100 s'est distingué au sein de sa catégorie Morningstar.

- **Décembre 2021 :**

Dans le sillage des marchés boursiers, le fonds a affiché une performance en hausse sur le mois de décembre, notamment grâce à la bonne dynamique des actions européennes. En termes de gestion, nous sommes restés raisonnablement confiants sur les marchés d'actions internationaux et n'avons pas effectué de modifications majeures sur le portefeuille. Parmi les bonnes performances mensuelles relatives, le fonds BGF World Mining s'est distingué au sein de sa catégorie Morningstar.

## C. Principaux mouvements

### ACHATS

Nom de l'Instrument financier	Code ISIN ou Bloomberg	Montant global des mouvements sur la période
OSTR.SRI CASH PLUS RC SI.4DEC	FR0000293714	1 903 727,83 €
EURO STOXX SM FUT Jun21	SXEM1 Index	1 240 200,00 €
EURO STOXX SM FUT Mar21	SXEH1 Index	1 209 000,00 €
LBPAM ISR EONIA 3-6 MOIS-E	FR0010809111	828 940,07 €
GROUPAMA TRESORERIE-IC	FR0000989626	799 584,18 €

### VENTES

Nom de l'Instrument financier	Code ISIN ou Bloomberg	Montant global des mouvements sur la période
OSTR.SRI CASH PLUS RC SI.4DEC	FR0000293714	1 903 638,17 €
EURO STOXX SM FUT Jun21	SXEM1 Index	1 190 250,00 €
LBPAM ISR EONIA 3-6 MOIS-E	FR0010809111	827 957,21 €



AMILTON PREMIUM EUROPE (B)	FR0012830933	729 237,14 €
GROUPAMA TRESORERIE-IC	FR0000989626	640 067,56 €

#### D. Détention de parts de FCP promus ou gérés par Amilton Asset Management au 31 décembre 2021

Code ISIN	Nom du fonds	Nombre de parts	VL	Valorisation	% de l'actif net
FR0012830933	AMILTON PREMIUM EUROPE (I)	14	23 872.06 €	334 208.84 €	9.40 %
FR0013310638	AMILTON SOLUTION (I)	28	11 938.98 €	334 291.44 €	9.40 %
FR0010899567	AMILTON SMALL CAPS	20	32 276.71 €	645 534.2 €	18,16 %

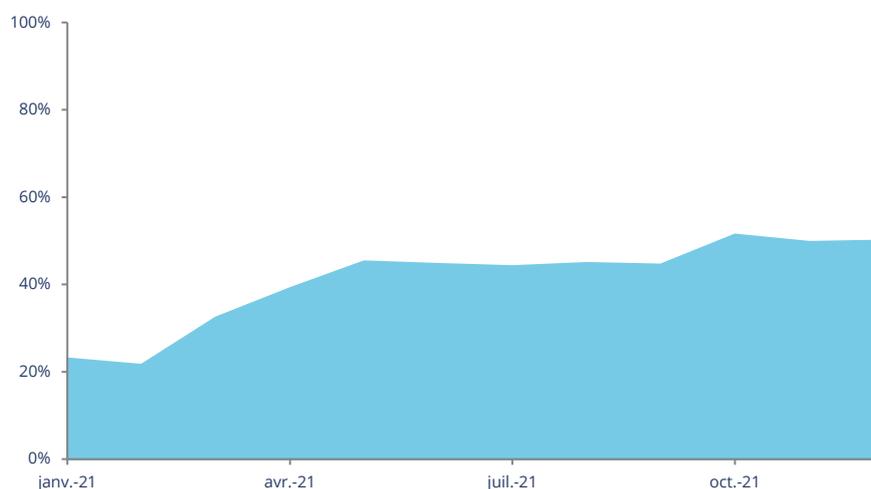
### 3. PERFORMANCES

	31-déc-21			31-déc-20			Variation		
	A	B	I	A	B	I	A	B	I
Valeur Liquidative	112,66 €	104,97 €	0,00 €*	109,64 €	101,39 €	10 399,05 €	2,75%	3,53%	-3,84%
Nombre de parts	26 862	5 038	0	32 675	11 663	47	-17,79%	-56,80%	-100,00%
Actif net	3 026 402,80 €	528 873,09 €	0,00 €	3 582 663,76 €	1 182 615,59 €	488 755,65 €	-15,53%	-55,28%	-100,00%

\* Rachat total de la part I sur la VL du 15/10/2021

Source : Meeschaert AM – CACEIS Bank - Les performances passées ne constituent pas un indicateur fiable des performances

### 4. EVOLUTION DES EXPOSITIONS ACTIONS NETTES



### 5. INFORMATIONS RELATIVES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES ET AUX TECHNIQUES DE GESTION EFFICACE DE PORTEFEUILLE

#### Changes à terme

Date de valorisation : 31/12/2021

CONTREPARTIE	MONTANT (Devise du portefeuille : EUR)
NEANT	NEANT



### Dépôts de garantie

Date de valorisation : 31/12/2021

CONTREPARTIE	MONTANT (Devise du portefeuille : EUR)
CACEIS	0,00€

### Instruments financiers dérivés

Date de valorisation : 31/12/2021

CONTREPARTIE	MONTANT (Devise du portefeuille : EUR)
CACEIS	0,00€

## 6. TRANSPARENCE DES OPERATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES ET DE LA REUTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS – REGLEMENT SFTR – en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opérations relevant de la réglementation SFTR.

## 7. SUIVI DU RISQUE DE LIQUIDITE

Amilton AM s'assure la cohérence de la stratégie d'investissement du FCP ROCA MULTISTRATEGIES, avec sa liquidité et sa politique de remboursement via la réalisation des stress-tests suivants :

- **Scénario 1** : demande de rachat de 12% de parts du FCP sur une journée à l'initiative des porteurs de parts,
- **Scénario 2** : demande de rachat de 30% des parts du FCP sur 5 jours à l'initiative des porteurs de parts,
- **Scénario 3** : demande de rachat de 100% des parts du FCP sur 10 jours à l'initiative des porteurs de parts.

Ces scénarios ont été réalisés au regard des conditions de marché :

- au dernier jour de centralisation du FIA au 2<sup>nd</sup> semestre 2021,
- sur les 5 derniers jours ouvrés de Bourse du 2<sup>nd</sup> semestre 2021.

Le jour dont les résultats de stress-tests sont les plus critiques a été retenu pour l'analyse de la liquidité du FCP.

Aussi, si l'un des trois scénarios listés supra s'était réalisé le 31/12/2021, le délai moyen de réponse aux rachats aurait été le suivant :

Scénarios	Demande de remboursement	Nombre de jours de liquidation	Nombre de jours maximums à respecter	Résultats
<b>Scénario 1</b>	<b>12% de l'actif net</b>	0 jours	<b>2 jours</b>	Ok
<b>Scénario 2</b>	<b>30% de l'actif net</b>	3 jours	<b>5 jours</b>	Ok
<b>Scénario 3</b>	<b>100% de l'actif net</b>	4 jours	<b>10 jours</b>	Ok
<b>Profil du portefeuille</b>		Le risque de liquidité est considéré comme <b>FAIBLE</b>		

Source: Amilton Asset Management – Au 31/12/2021 – Les résultats des stress-tests sont fonction de conditions de marché passées et ne constituent pas une garantie face aux conditions de marché futures.

A ce jour, aucun actif du Fonds ne fait l'objet d'un traitement spécial du fait de leur nature non liquide.



## 8. CALCUL DU RISQUE GLOBAL ET UTILISATION DE L'EFFET DE LEVIER

Le Fonds a la possibilité de recourir à un effet de levier non substantiel. Plus précisément, le prospectus prévoit une surexposition sur le marché des actions à hauteur de 120% de l'actif net.

La méthode retenue par Amilton Asset Management pour mesurer le risque global du Fonds est le calcul de l'engagement. Ainsi, en fin de période :

Exposition brute*	0
Exposition nette*	0

\*Les expositions brute et nette résultent uniquement de l'utilisation des instruments financiers à terme.

Levier brut	92,18%
Levier net	100%

## 9. PERSPECTIVES

### A. Perspectives sur les marchés Actions

Les marchés actions des pays développés ont progressé au cours de l'année 2021 dans l'anticipation des réouvertures des économies suite à la crise de la Covid, puis de l'avancée des vaccinations, des plans de relance des Etats occidentaux et des politiques monétaires très accommodantes des principales Banques Centrales occidentales. Les marchés actions européens ont continué de progresser au cours du dernier trimestre de l'année 2021 pour terminer l'année proches de leurs plus hauts. En dépit de la dégradation de la situation sanitaire et de craintes d'intensification des tensions inflationnistes, ils sont restés soutenus par les publications d'entreprises extrêmement solides dans un contexte de taux réels négatifs. D'une manière générale, nous restons positifs sur les marchés actions pour le début 2022, compte tenu de la solidité de la conjoncture économique et de la prudence des estimations des résultats d'entreprises pour l'année 2022 de la part des analystes financiers. Cependant, nous ne prévoyons pas une progression boursière très élevée car les risques sanitaires n'ont pas totalement disparu, les valorisations des actions se sont normalisées et les risques inflationnistes se sont installés dans certains pays, notamment aux Etats-Unis. Par ailleurs, les Banques Centrales devraient se montrer moins accommodantes en 2022. En termes de zones géographiques, notre répartition en actions est aujourd'hui assez diversifiée. Notre préférence actuelle s'oriente cependant sur l'Europe qui bénéficiera d'une politique monétaire encore très accommodante de la part de la BCE tout en conservant des valorisations raisonnables. Nous sommes également positifs sur les actions américaines mais avons totalement revu notre biais précédemment haussier sur le secteur technologique et les valeurs de forte croissance qui devraient désormais être pénalisées par la hausse des taux américains. Nous augmenterons probablement notre allocation sur les actions chinoises au cours du premier semestre 2022, une fois que les diverses réorientations entreprises par le gouvernement chinois depuis le début de l'année 2021 seront pleinement intégrées. Enfin, nous resterons prudents sur les pays émergents tant que la dynamique de profits des entreprises reste contenue et que le changement de politique monétaire américaine nous semblera une menace pour le financement de ces pays.

### B. Perspectives sur les marchés Obligations

L'année 2021 s'est terminée sur un sentiment moins positif sur les obligations des pays développés. La faible volatilité observée jusqu'au mois de septembre, a laissé place à une trajectoire plus heurtée, à la fois sur les taux



d'intérêt et sur les primes de crédit. Les deux raisons principales à cela sont la reprise épidémique concentrée en Europe faisant ressurgir le spectre des restrictions et les interrogations que font naître des niveaux d'inflation inédits depuis de nombreuses années. Les banques centrales des pays développés sont toujours à la manœuvre, mais leur soutien monétaire devrait diminuer en 2022, notamment aux Etats-Unis. Contrairement à la FED américaine, la Banque Centrale européenne restera certainement très vigilante à maintenir des conditions financières accommodantes. La majorité des emprunts d'Etat conservera donc probablement des taux négatifs ou proches de zéro en Zone Euro. Des pressions inflationnistes pourraient changer la situation mais nous pensons que leurs effets resteront limités sur les taux d'intérêt au cours des prochains mois. Aux Etats-Unis, en revanche, les taux longs sont globalement sur une tendance haussière depuis l'automne 2020 en raison des plans de relance budgétaires massifs mis en place. La poussée d'inflation observée depuis le printemps 2021 a tout d'abord été jugée comme temporaire par la FED et les investisseurs, ce qui a eu pour conséquence paradoxale de faire baisser initialement les taux longs. Nous considérons cependant qu'ils devraient poursuivre leur hausse avec un objectif d'environ 2% pour les taux à 10 ans dans le courant de l'année 2022. Concernant les obligations privées, l'environnement reste favorable en raison d'une croissance économique forte, de taux de défaut très faibles et des liquidités abondantes. Cependant, les niveaux de spreads de crédit sur les pays développés se situent dans des zones historiquement basses, ce qui nous rend globalement prudents sur la classe d'actifs. En effet, la possibilité d'une augmentation des taux de défaut n'a pas disparu pour certains secteurs affectés par la crise de la Covid, notamment lorsque les aides d'Etat diminueront. En termes géographiques, nous préférons plutôt les obligations d'entreprises chinoises et émergentes qui offrent souvent des rendements réels positifs contrairement à la plupart des pays développés.

## **10. EVENEMENTS INTERVENUS SUR L'OPC :**

Amilton Asset Management, société de gestion de votre Fonds, a décidé de procéder au transfert de la gestion du Fonds à la société de gestion Meeschaert Asset Management, agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP 040-00025, qui a accepté d'en reprendre la gestion.

Cette décision fait suite à la signature le 28 juin 2021 d'un Traité de fusion entre les sociétés sœurs Amilton Asset Management et Meeschaert Asset Management.

Cette opération a été agréée par l'Autorité des Marchés Financiers en date du 25 août 2021.

Ces modifications sont entrées en vigueur le 3 septembre 2021.

Mise à jour de l'échelle de risque du fonds : l'indicateur de risque du fonds (SRRI) est passé de « 4 » à « 3 » en novembre 2021. L'information figure dans le Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DICI).

## **11. POLITIQUE DE SELECTION DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS**

Dans le cadre de ses activités de gestion collective et pour le compte de tiers, MEESCHAERT AM n'a pas un accès direct aux marchés et n'exécute pas elle-même les ordres résultant de ses décisions d'investissement ; la Société fait appel aux services d'intermédiaires.

Conformément à la réglementation, MEESCHAERT AM a l'obligation d'agir au mieux des intérêts de ses clients et des porteurs de parts lorsqu'elle transmet pour exécution des ordres auprès d'autres entités, résultant de ses décisions d'investissement.



MEESCHAERT AM s'assure, donc, de sélectionner, avec soin, ses intermédiaires, de vérifier qu'ils disposent de mécanismes d'exécution d'ordres visant à obtenir le meilleur résultat possible pour ses clients et porteurs de parts et de les évaluer annuellement.

Les critères de sélection et d'évaluation des intermédiaires sont, notamment, les suivants :

- la qualité de l'exécution des ordres,
- la rapidité de l'exécution des ordres,
- la probabilité de l'exécution des ordres,
- la taille et la nature des ordres,

Le coût total de la transaction reste néanmoins le critère prépondérant.

La politique de meilleure sélection des intermédiaires de Meeschaert Asset Management est accessible sur le site Internet de la Société: [www.meeschaertassetmanagement.com](http://www.meeschaertassetmanagement.com)

## 12. POLITIQUE D'EXECUTION DES ORDRES : N/A

## 13. POLITIQUE D'EXERCICE DES DROITS DE VOTE

La société de gestion MEESCHAERT ASSET MANAGEMENT a élaboré une politique de droits de vote, mise à jour en tant que de besoin et qui présente les conditions dans lesquelles elle entend exercer les droits de vote attachés aux titres détenus par les OPC dont elle assure la gestion.

Le document « politique de vote » et le rapport rendant compte des conditions dans lesquelles les droits de vote ont été exercés sont consultables sur le site internet [www.meeschaertassetmanagement.com](http://www.meeschaertassetmanagement.com) ou adressés à tout porteur qui en ferait la demande auprès de MEESCHAERT ASSET MANAGEMENT Tour Maine Montparnasse, 33 avenue du Maine 75015 Paris.

## 14. FRAIS DE RETOCESSIONS ET D'INTERMEDIATION

### A. Commissions de Souscription/Rachat

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise à l'OPC	valeur liquidative × nombre de parts	Néant
Commission de souscription acquise à l'OPC	Néant	Néant
Commission de rachat non acquise à l'OPC	Néant	Néant
Commission de rachat acquise à l'OPC	Néant	Néant



## B. Frais de Gestion

Frais facturés à l'OPC	Assiette	Taux barème																								
Frais de gestion financière et administratifs externes à la société de gestion	Actif Net	Part A : 2,7508% TTC maximum Part B : 2% TTC maximum Part I : 1,2 % TTC maximum																								
Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif Net	5% TTC maximum																								
Commissions de mouvement	Prélèvement à chaque transaction	<u>Société de gestion</u> : Néant <u>Dépositaire</u> : Entre 0 et 80 €HT maximum																								
		<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Valeurs ESES</th> <th>Zone 1</th> <th>Zone 2</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Opérations de Règlement/Livraison sur titres</td> <td>12,00 €</td> <td>30,00 €</td> <td>de 40 à 80 €</td> </tr> <tr> <td>Ordres de S/R</td> <td>10,00 €</td> <td>30,00 €</td> <td></td> </tr> <tr> <td>ESES</td> <td colspan="3">France - Belgique - Pays-Bas</td> </tr> <tr> <td>Zone 1</td> <td colspan="3">Allemagne, Grèce, Espagne, Irlande Italie Luxembourg Autriche Portugal Finlande Norvège Suède Royaume uni Suisse Danemark Islande Nouvelle Zélande USA Japon Canada</td> </tr> <tr> <td>Zone 2</td> <td colspan="3">Australie Chine Hong Kong Inde Philippines Singapour Corée du Sud Taiwan Thaïlande</td> </tr> </tbody> </table>		Valeurs ESES	Zone 1	Zone 2	Opérations de Règlement/Livraison sur titres	12,00 €	30,00 €	de 40 à 80 €	Ordres de S/R	10,00 €	30,00 €		ESES	France - Belgique - Pays-Bas			Zone 1	Allemagne, Grèce, Espagne, Irlande Italie Luxembourg Autriche Portugal Finlande Norvège Suède Royaume uni Suisse Danemark Islande Nouvelle Zélande USA Japon Canada			Zone 2	Australie Chine Hong Kong Inde Philippines Singapour Corée du Sud Taiwan Thaïlande		
			Valeurs ESES	Zone 1	Zone 2																					
		Opérations de Règlement/Livraison sur titres	12,00 €	30,00 €	de 40 à 80 €																					
Ordres de S/R	10,00 €	30,00 €																								
ESES	France - Belgique - Pays-Bas																									
Zone 1	Allemagne, Grèce, Espagne, Irlande Italie Luxembourg Autriche Portugal Finlande Norvège Suède Royaume uni Suisse Danemark Islande Nouvelle Zélande USA Japon Canada																									
Zone 2	Australie Chine Hong Kong Inde Philippines Singapour Corée du Sud Taiwan Thaïlande																									
Commission de surperformance	Actif Net	Néant																								

## 15. CRITERES ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET DE GOUVERNANCE – Art. 173 de la LTECV

Le critère Environnemental désigne l'impact direct ou indirect de l'activité d'un émetteur sur l'environnement. Le critère Social/Sociétal désigne l'impact direct ou indirect de l'activité d'un émetteur sur ses parties prenantes (clients, fournisseurs, collectivités locales, salariés...), en référence à des valeurs universelles (droits humains, normes internationales du travail, lutte contre la corruption...). Le critère « Gouvernance » désigne l'ensemble des processus et organisations internes de l'entreprise qui influent sur la manière dont elle est dirigée, administrée et contrôlée. Il inclut aussi les relations entre les nombreuses parties prenantes et les objectifs qui gouvernent l'entreprise. Parmi ces acteurs principaux, on retrouve notamment, les actionnaires, la direction et le conseil d'administration de l'entreprise. L'équipe de gestion s'emploie à sélectionner, de manière rigoureuse, les composants de l'actif des OPC, cependant **la prise en compte simultanément des critères relatifs au respect des objectifs ESG n'a été pas retenue.**

Conformément au règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 (dit "Règlement Taxonomie"), les investissements sous-jacents à ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union Européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

## 16. METHODE DE CALCUL DU RISQUE GLOBAL

Le calcul de risque global s'effectue selon la méthode de l'engagement.

## 17. POLITIQUE DE REMUNERATION



Meeschaert AM a mis en place une politique de rémunération pour les catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la société de gestion ou des OPCVM.

Ces catégories de personnel comprennent les gérants, les membres du Directoire comprenant la Direction générale, les preneurs de risques, les personnes exerçant une fonction de contrôle, les personnes qui ont le pouvoir d'exercer une influence sur les salariés et tous les salariés recevant une rémunération totale se situant dans la même tranche de rémunération que les preneurs de risques et la Direction Générale.

Cette Politique détaille les grands principes relatifs à la détermination et au versement des rémunérations. La Politique est déterminée de manière à éviter les situations de conflits d'intérêts et les prises de risques inconsidérées ou incompatibles avec les profils de risque des OPC qu'elle gère et de manière générale, avec l'intérêt de ses porteurs de parts.

Les détails de la Politique de rémunération actualisée sont disponibles sur le site Internet de la société de gestion à l'adresse [www.meeschaertassetmanagement.com](http://www.meeschaertassetmanagement.com). Un exemplaire papier est mis à disposition gratuitement sur demande.

Meeschaert AM a mis en place un comité de rémunération organisé conformément aux règles internes en conformité avec les principes énoncés dans la Directive 2009/65/EC et la Directive 2011/61/EU.

MEESCHAERT Asset Management a versé à son personnel sur son exercice clos au 31 décembre 2021 les montants suivants :

- Montant total brut des rémunérations fixes versées (excluant les paiements ou avantages pouvant être considérés comme faisant partie d'une politique générale et non discrétionnaire et n'ayant aucun effet incitatif sur la gestion des risques) : 4 007 k€
- Montant total brut des rémunérations variables versées : 1 266 k€.
- Nombre de bénéficiaires : 49.

Montant agrégé des rémunérations, ventilé entre les cadres supérieurs et les membres du personnel du gestionnaire dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque du fonds. Les systèmes de MEESCHAERT Asset Management ne permettent pas une telle identification par fonds ;

Aussi les chiffres ci-dessous présentent le montant agrégé des rémunérations au niveau global de MEESCHAERT Asset Management :

- Montant agrégé des rémunérations des cadres supérieurs : 1 162 k€ .
- Montant agrégé des rémunérations des membres du personnel de MEESCHAERT Asset Management dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds dont elle est la société de gestion (excluant les cadres supérieurs) : 2 657 k€

## **18. GESTION DES RISQUES LIES AUX ACTIVITES**

Pour couvrir ses risques éventuels en matière de responsabilité professionnelle auxquels est exposé MEESCHAERT AM dans le cadre ses activités, la Société dispose :

- d'une part, de fonds propres ad hoc pour couvrir les risques éventuels en matière de responsabilité pour négligence professionnelle,
- d'autre part, d'une assurance responsabilité civile.

Sur les trois dernières années, MEESCHAERT AM n'a versé aucune indemnisation à des clients au titre d'une perte ou d'un dommage causé par une personne agissant sous la responsabilité de la Société.



**ROCA MULTISTRATEGIES**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 31 décembre 2021**



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
Exercice clos le 31 décembre 2021**

**ROCA MULTISTRATEGIES**  
FONDS D'INVESTISSEMENT A VOCATION GENERALE  
Régi par le Code monétaire et financier

Société de gestion  
MEESCHAERT ASSET MANAGEMENT  
Tour Maine Montparnasse  
33 avenue du Maine  
75755 PARIS Cedex 15

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du fonds d'investissement à vocation générale ROCA MULTISTRATEGIES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds d'investissement à vocation générale à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2021 à la date d'émission de notre rapport.

---

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les Organismes de Placements Collectifs, leurs investissements et l'évaluation des actifs et passifs correspondants. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur la gestion opérationnelle des Organismes de Placements Collectifs et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

### **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

La vérification du respect des obligations légales et réglementaires appelle les observations suivantes de notre part :

- La stratégie d'investissement du prospectus autorise une exposition aux matières premières comprise entre 0% et 10% de l'actif. Cette limite n'est plus respectée depuis le mois d'octobre 2021. Ainsi, le 31 décembre 2021, le fonds est exposé aux matières premières par l'intermédiaire d'un OPC à hauteur de 12,68 % de l'actif.

Le profil de risque du prospectus autorise l'investissement en OPC pour lesquels il existe un risque lié à la gestion alternative à titre accessoire. Cette limite n'est pas respectée au cours de la période. L'exposition aux OPC mettant en œuvre des stratégies de gestion alternative s'élève à 12,36 % de l'actif le 31 décembre 2021



## ROCA MULTISTRATEGIES

### **Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### ***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

---

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

En application de la loi, nous vous signalons que nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais réglementaires compte tenu de la réception tardive de certains documents nécessaires à la finalisation de nos travaux.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

*Document authentifié par signature électronique*  
Le commissaire aux comptes  
PricewaterhouseCoopers Audit  
Amaury Couplez

2022.05.18 11:01:58 +0200



## BILAN ACTIF AU 31/12/2021 EN EUR

	31/12/2021	31/12/2020
<b>IMMOBILISATIONS NETTES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>DÉPÔTS</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS</b>	<b>3 285 351,30</b>	<b>4 913 164,81</b>
<b>Actions et valeurs assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
<b>Obligations et valeurs assimilées</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
<b>Titres de créances</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances négociables	0,00	0,00
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
<b>Organismes de placement collectif</b>	<b>3 285 351,30</b>	<b>4 876 439,81</b>
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	3 285 351,30	4 876 439,81
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
<b>Opérations temporaires sur titres</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
<b>Instruments financiers à terme</b>	<b>0,00</b>	<b>36 725,00</b>
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	36 725,00
Autres opérations	0,00	0,00
<b>Autres instruments financiers</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>CRÉANCES</b>	<b>0,00</b>	<b>77 478,80</b>
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	0,00	77 478,80
<b>COMPTES FINANCIERS</b>	<b>277 856,71</b>	<b>310 407,84</b>
Liquidités	277 856,71	310 407,84
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>3 563 208,01</b>	<b>5 301 051,45</b>

## BILAN PASSIF AU 31/12/2021 EN EUR

	31/12/2021	31/12/2020
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	3 244 021,62	5 573 058,52
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	404 893,29	-193 973,67
Résultat de l'exercice (a,b)	-93 639,02	-125 049,85
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *</b>	<b>3 555 275,89</b>	<b>5 254 035,00</b>
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS</b>	<b>0,00</b>	<b>36 185,00</b>
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instrument financiers à terme	0,00	36 185,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	36 185,00
Autres opérations	0,00	0,00
<b>DETTES</b>	<b>7 932,12</b>	<b>10 831,45</b>
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	7 932,12	10 831,45
<b>COMPTES FINANCIERS</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Concours bancaires courants	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>3 563 208,01</b>	<b>5 301 051,45</b>

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

## HORS-BILAN AU 31/12/2021 EN EUR

	31/12/2021	31/12/2020
<b>OPÉRATIONS DE COUVERTURE</b>		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
<b>AUTRES OPÉRATIONS</b>		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Contrats futures		
EURO STOXX SM 0321	0,00	1 123 125,00
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

## COMPTE DE RÉSULTAT AU 31/12/2021 EN EUR

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Produits sur opérations financières</b>		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	0,00	70,50
Produits sur actions et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
<b>TOTAL (1)</b>	<b>0,00</b>	<b>70,50</b>
<b>Charges sur opérations financières</b>		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	1 471,94	2 580,96
Autres charges financières	0,00	0,00
<b>TOTAL (2)</b>	<b>1 471,94</b>	<b>2 580,96</b>
<b>RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)</b>	<b>-1 471,94</b>	<b>-2 510,46</b>
Autres produits (3)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	107 752,40	155 421,45
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)</b>	<b>-109 224,34</b>	<b>-157 931,91</b>
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	15 585,32	32 882,06
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)	0,00	0,00
<b>RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)</b>	<b>-93 639,02</b>	<b>-125 049,85</b>

# ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

## 1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

### Information sur les incidences liées à la crise du COVID-19

Les comptes ont été établis par la société de gestion sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19.

### Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers et valeurs négociées sur un marché réglementé sont évalués au prix du marché. Toutefois, les instruments ci-dessous sont évalués selon des méthodes spécifiques:

- Les obligations et actions européennes sont valorisées au cours de clôture, les titres étrangers au dernier cours connu.
- Les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui des émissions de titres équivalents affectés, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre.  
Toutefois, les titres de créances négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois et en l'absence de sensibilité particulière pourront être évalués selon la méthode linéaire.
- Les titres de créances négociables dont la durée de vie est inférieure à 3 mois sont valorisés au taux de négociation d'achat. Un amortissement de la décote ou de la surcote est pratiqué de façon linéaire sur la durée de vie du TCN.
- Les titres de créances négociables dont la durée de vie est supérieure à 3 mois sont valorisés au taux de marché.
- Les parts ou actions d'O.P.C. sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.
- Les titres qui font l'objet de contrats de cession ou d'acquisition temporaire sont évalués en conformité avec la réglementation en vigueur selon les conditions du contrat d'origine.
- Les instruments financiers non négociés sur un marché réglementé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation.
- Les warrants ou bons de souscription obtenus gratuitement lors de placements privés ou d'augmentation de capital seront valorisés dès leurs admissions sur un marché réglementé.
- Les contrats :
- Les opérations sur les marchés à terme ferme sont valorisées au cours de compensation et les opérations conditionnelles selon le titre du support.

- La valeur de marché pour les contrats à terme ferme est égale au cours en euro multiplié par le nombre de contrats.
  - La valeur de marché pour les opérations conditionnelles est égale à la traduction en équivalent sous-jacent.
  - Les swaps de taux sont valorisés au taux de marché conformément aux dispositions contractuelles.
  - Les opérations de hors-bilan sont évaluées à la valeur de marché.
  - Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité du conseil d'administration de la société de gestion.
- Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

- Méthode de comptabilisation :

Le PRMP (ou Prix de Revient Moyen Pondéré) est retenu comme méthode de liquidation des titres. En revanche pour les produits dérivés la méthode du FIFO (ou « First in/First out » ou « premier entré » « premier sorti ») est utilisée.

Les frais de négociation sont comptabilisés dans des comptes spécifiques du Fonds et ne sont pas additionnés au prix.

Les entrées et cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

L'option retenue pour la comptabilisation du revenu est celle du coupon encaissé.

Méthodes d'évaluation des engagements hors bilan :

- Les contrats à terme fermes sont calculés à la valeur de marché. Elle est égale au cours (ou à l'estimation, si l'opération est réalisée de gré à gré) multiplié par le nombre de contrats, multiplié par le nominal et éventuellement par le cours de la devise.
- Les opérations conditionnelles sont calculées à la valeur de marché qui est la traduction en équivalent sous-jacent de l'option. Cette traduction consiste à multiplier le nombre d'options par un delta, éventuellement par le cours de la devise, la quotité, le nominal et le cours du sous-jacent. Le delta résulte d'un modèle mathématique dont les paramètres sont : le cours du sous-jacent, la durée à l'échéance, le taux d'intérêt court terme le prix d'exercice de l'option et la volatilité du sous-jacent.

### **Frais de gestion**

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement au Fonds, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse,...) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que le Fonds a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées au Fonds,
- des commissions de mouvement facturées au Fonds.

Frais facturés au Fonds	Assiette	Taux barème			
Frais de gestion financière et frais administratifs externes à la Société de gestion	Actif Net	Part A : 2,7508% TTC maximum Part B : 2% TTC maximum Part I : 1,2% TTC maximum			
Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif Net	5,00 % TTC maximum			
Commissions de mouvement	Prélèvement à chaque transaction	Société de gestion : Néant Dépositaire : Frais de règlement-livraison : Entre 0 et 80 € HT maximum			
			Valeurs ESES	Zone 1	Zone 2
		Opérations de	12,00 €	30,00 €	de 40 à 80
		Ordres de S/R	10,00 €	30,00 €	
		ESES	France - Belgique - Pays-Bas		
		Zone 1	Allemagne, Grèce, Espagne, Irlande Italie Luxembourg Autriche Portugal Finlande Norvège Suède Royaume uni Suisse Danemark Islande Nouvelle Zélande USA Japon Canada		
		Zone 2	Australie Chine Hong Kong Inde Philippines Singapour Corée du Sud Taiwan Thaïlande		
Commission de surperformance	Actif Net	Néant			

#### Procédure de choix des intermédiaires :

Le choix des intermédiaires financiers fait l'objet d'un ensemble formalisé de procédures. MEESCHAERT AM a établi une politique de sélection des intermédiaires dans laquelle elle définit les critères de choix et la manière dont elle contrôle la qualité d'exécution des prestataires sélectionnés.

Les critères retenus dans le cadre de cette sélection sont les suivants : le coût total d'intermédiation, la qualité d'exécution, la qualité de la recherche, la disponibilité du contact, la qualité du traitement administratif.

Le poids accordé à chaque critère dépend de la nature du processus d'investissement concerné.

Les prestataires sélectionnés par MAM qui ont démontré leur qualité et leur sérieux par le passé, se sont engagés dans leur

politique d'exécution à respecter des critères identiques à ceux retenus par MAM dans sa politique de sélection.

Ces prestataires seront réévalués périodiquement afin de s'assurer qu'ils continuent à fournir, de manière permanente, la qualité de la prestation attendue dans le cadre de la politique de sélection. MAM procède à un examen annuel de sa politique de meilleure sélection.

Commissions en nature : Meeschaert Asset Management ne reçoit ni pour son compte propre ni pour le compte de tiers de commissions en nature.

Pour toute information complémentaire, les porteurs peuvent se reporter au rapport annuel de l'OPCVM, disponible auprès de la Société de Gestion.

#### Affectation des sommes distribuables

##### Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

##### Le résultat :

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts. Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

**Les Plus et Moins-values :**

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

**Modalités d'affectation des sommes distribuables :**

<b>Part(s)</b>	<b>Affectation du résultat net</b>	<b>Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées</b>
Parts ROCA MULTISTRATEGIES A	Capitalisation	Capitalisation
Parts ROCA MULTISTRATEGIES B	Capitalisation	Capitalisation

## 2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 31/12/2021 EN EUR

	31/12/2021	31/12/2020
<b>ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE</b>	<b>5 254 035,00</b>	<b>9 463 270,11</b>
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	0,00	553 517,68
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-1 816 902,93	-4 606 874,02
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	675 892,79	354 190,43
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-23 753,62	-355 281,91
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	16 200,00	1 345 125,79
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-184 055,00	-1 170 311,39
Frais de transactions	-5 488,78	-11 540,80
Différences de change	22 075,14	-82 752,93
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-309 687,37	-14 665,70
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>549 997,09</i>	<i>859 684,46</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>-859 684,46</i>	<i>-874 350,16</i>
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	36 185,00	-62 710,35
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>0,00</i>	<i>-36 185,00</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>36 185,00</i>	<i>-26 525,35</i>
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	-109 224,34	-157 931,91
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
<b>ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>3 555 275,89</b>	<b>5 254 035,00</b>

### 3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

#### 3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
<b>ACTIF</b>		
<b>OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES</b>		
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	0,00	0,00
<b>TITRES DE CRÉANCES</b>		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	0,00	0,00
<b>PASSIF</b>		
<b>OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS</b>		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
<b>HORS-BILAN</b>		
<b>OPÉRATIONS DE COUVERTURE</b>		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
<b>AUTRES OPÉRATIONS</b>		
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00

### 3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
<b>ACTIF</b>								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	277 856,71	7,82
<b>PASSIF</b>								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>HORS-BILAN</b>								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

### 3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(\*)

	< 3 mois	%	]3 mois - 1 an]	%	]1 - 3 ans]	%	]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
<b>ACTIF</b>										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	277 856,71	7,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>PASSIF</b>										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>HORS-BILAN</b>										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(\*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

### 3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2 GBP		Devise 3 SEK		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>ACTIF</b>								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	40 346,27	1,13	22 088,88	0,62	6 355,29	0,18	536,65	0,02
<b>PASSIF</b>								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>HORS-BILAN</b>								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

### 3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	31/12/2021
<b>CRÉANCES</b>		
<b>TOTAL DES CRÉANCES</b>		<b>0,00</b>
<b>DETTES</b>		
	Frais de gestion fixe	7 932,12
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>7 932,12</b>
<b>TOTAL DETTES ET CRÉANCES</b>		<b>-7 932,12</b>

### 3.6. CAPITAUX PROPRES

#### 3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
<b>Part ROCA MULTISTRATEGIES A</b>		
Parts souscrites durant l'exercice	0,00	0,00
Parts rachetées durant l'exercice	-5 813	-641 504,12
Solde net des souscriptions/rachats	-5 813	-641 504,12
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	26 862	
<b>Part ROCA MULTISTRATEGIES B</b>		
Parts souscrites durant l'exercice	0,00	0,00
Parts rachetées durant l'exercice	-6 625	-676 685,22
Solde net des souscriptions/rachats	-6 625	-676 685,22
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	5 038	
<b>Part ROCA MULTISTRATEGIES I</b>		
Parts souscrites durant l'exercice	0,00	0,00
Parts rachetées durant l'exercice	-47	-498 713,59
Solde net des souscriptions/rachats	-47	-498 713,59
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	0,00	

#### 3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
<b>Part ROCA MULTISTRATEGIES A</b>	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00
<b>Part ROCA MULTISTRATEGIES B</b>	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00
<b>Part ROCA MULTISTRATEGIES I</b>	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

### 3.7. FRAIS DE GESTION

	31/12/2021
<b>Parts ROCA MULTISTRATEGIES A</b>	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	88 171,89
Pourcentage de frais de gestion fixes	2,75
Rétrocessions des frais de gestion	0,00
<b>Parts ROCA MULTISTRATEGIES B</b>	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	15 309,02
Pourcentage de frais de gestion fixes	2,00
Rétrocessions des frais de gestion	0,00
<b>Parts ROCA MULTISTRATEGIES I</b>	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	4 271,49
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,20
Rétrocessions des frais de gestion	0,00

### 3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

#### 3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant

#### 3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant

### 3.9. AUTRES INFORMATIONS

#### 3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	31/12/2021
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

#### 3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	31/12/2021
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

#### 3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/12/2021
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			1 314 034,48
	FR0012830933	AMILTON PREMIUM EUROPE I	334 208,84
	FR0010899567	AMILTON SMALL CAPS I	645 534,20
	FR0013310638	AMILTON SOLUTION I	334 291,44
Instruments financiers à terme			0,00
<b>Total des titres du groupe</b>			<b>1 314 034,48</b>

### 3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	-93 639,02	-125 049,85
<b>Total</b>	<b>-93 639,02</b>	<b>-125 049,85</b>

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Parts ROCA MULTISTRATEGIES A</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	-83 075,88	-98 072,32
<b>Total</b>	<b>-83 075,88</b>	<b>-98 072,32</b>

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Parts ROCA MULTISTRATEGIES B</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	-10 563,14	-23 572,02
<b>Total</b>	<b>-10 563,14</b>	<b>-23 572,02</b>

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Parts ROCA MULTISTRATEGIES I</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	0,00	-3 405,51
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>-3 405,51</b>

**Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes**

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	404 893,29	-193 973,67
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>404 893,29</b>	<b>-193 973,67</b>

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Parts ROCA MULTISTRATEGIES A</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	344 803,93	-107 699,03
<b>Total</b>	<b>344 803,93</b>	<b>-107 699,03</b>

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Parts ROCA MULTISTRATEGIES B</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	60 089,36	-35 702,09
<b>Total</b>	<b>60 089,36</b>	<b>-35 702,09</b>

	31/12/2021	31/12/2020
<b>Parts ROCA MULTISTRATEGIES I</b>		
<b>Affectation</b>		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	0,00	-50 572,55
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>-50 572,55</b>

### 3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	29/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021
<b>Actif net Global en EUR</b>	<b>13 322 362,18</b>	<b>13 505 170,09</b>	<b>9 463 270,11</b>	<b>5 254 035,00</b>	<b>3 555 275,89</b>
<b>Parts ROCA MULTISTRATE GIES A en EUR</b>					
Actif net	4 505 124,71	3 929 168,43	3 792 869,12	3 582 663,76	3 026 402,80
Nombre de titres	39 029	36 624	34 533	32 675	26 862
Valeur liquidative unitaire	115,43	107,28	109,83	109,64	112,66
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	2,04	5,99	-7,42	-3,29	12,83
Capitalisation unitaire sur résultat	-2,53	-3,04	-2,93	-3,00	-3,09
<b>Parts ROCA MULTISTRATE GIES B en EUR</b>					
Actif net	8 817 237,47	7 112 524,72	5 493 070,32	1 182 615,59	528 873,09
Nombre de titres	84 484	72 773	54 488	11 663	5 038
Valeur liquidative unitaire	104,36	97,73	100,81	101,39	104,97
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	1,83	5,42	-6,78	-3,06	11,92
Capitalisation unitaire sur résultat	-1,50	-1,97	-1,92	-2,02	-2,09
<b>Parts ROCA MULTISTRATE GIES I en EUR</b>					
Actif net	0,00	2 463 476,94	177 330,67	488 755,65	0,00
Nombre de titres	0,00	260	18	47	0,00
Valeur liquidative unitaire	0,00	9 474,91	9 851,70	10 399,05	0,00
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	0,00	-32,76	-660,63	-1 076,01	0,00
Capitalisation unitaire sur résultat	0,00	-45,57	-109,95	-72,45	0,00

### 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
<b>Organismes de placement collectif</b>				
<b>OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays</b>				
<b>FRANCE</b>				
AMILTON PREMIUM EUROPE I	EUR	14	334 208,84	9,40
AMILTON SMALL CAPS I	EUR	20	645 534,20	18,16
AMILTON SOLUTION I	EUR	28	334 291,44	9,40
BNPP EASY S AND P 500 EUR HEDGE	EUR	17 000	276 212,60	7,77
GROUPAMA TRESORERIE IC	EUR	11	438 761,62	12,34
<b>TOTAL FRANCE</b>			<b>2 029 008,70</b>	<b>57,07</b>
<b>LUXEMBOURG</b>				
Allianz Global Investors Fund - Allianz All China Equity P E	EUR	100	178 858,00	5,03
BGF WLD MIN =D2	EUR	3 000	187 320,00	5,27
CANDRIAM AS RT EQ MK N-I EUR	EUR	190	325 663,80	9,16
ELEV-ABSO LRET EURO FD-S EUR	EUR	80	113 700,80	3,20
Merrill Lynch Invest Solutions - Merrill Lynch MLCX Commodity	EUR	2 500	450 800,00	12,68
<b>TOTAL LUXEMBOURG</b>			<b>1 256 342,60</b>	<b>35,34</b>
<b>TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays</b>			<b>3 285 351,30</b>	<b>92,41</b>
<b>TOTAL Organismes de placement collectif</b>			<b>3 285 351,30</b>	<b>92,41</b>
<b>Dettes</b>			<b>-7 932,12</b>	<b>-0,23</b>
<b>Comptes financiers</b>			<b>277 856,71</b>	<b>7,82</b>
<b>Actif net</b>			<b>3 555 275,89</b>	<b>100,00</b>

Parts ROCA MULTISTRATEGIES B	EUR	5 038	104,97
Parts ROCA MULTISTRATEGIES A	EUR	26 862	112,66